

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché n° 2026-0107-00-00-MPA

Acheteur

**Numih France**  
**GIP mipih**12 rue Michel Labrousse  
CS 93668  
31036 Toulouse Cedex 1  
Siret n° 18310021300028

***Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.***

**PRESTATIONS DE RENOUVELLEMENT ET DE SUIVI DES CERTIFICATIONS SECURITE SI  
ET QUALITE  
ISO27001, HDS et ISO9001**

**NB** : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

## SOMMAIRE

<b>Article 1. Objet du marché .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 2. Forme du marché.....</b>	<b>6</b>
2.1 Choix de la procédure .....	6
2.2 Allotissement .....	6
2.3 Tranche optionnelle .....	7
2.4 Montants du marché.....	7
<b>Article 3. Durée et délais d'exécution du marché.....</b>	<b>7</b>
3.1 Durée du marché.....	7
3.1.1 Durée du contrat .....	7
3.1.2 Marché de prestations similaires.....	7
3.2 Délai d'exécution .....	8
<b>Article 4. Application du C.C.A.G.-Pl.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5. Documents contractuels .....</b>	<b>8</b>
5.1 Pièces particulières .....	8
5.2 Pièces générales.....	8
5.3 Notification.....	9
<b>Article 6. Sous-traitance / Cotraitance .....</b>	<b>9</b>
6.1 Sous-traitance .....	9
6.2 Modalités de paiement direct.....	10
6.3 Cotraitance .....	10
6.4 Répartition des paiements.....	10
<b>Article 7. Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 8. Condition d'exécution des prestations .....</b>	<b>10</b>
8.1 Lieu d'exécution des prestations .....	10
8.2 Qualité .....	11
8.2.1 Représentant du Titulaire.....	11
8.2.2 Gestion des personnels du Titulaire.....	12
8.2.3 Représentation de l'acheteur .....	13
<b>Article 9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>13</b>
9.1 Droits et obligations de l'Acheteur .....	13
9.1.1 Fréquence et typologie des audits .....	13
9.1.2 Préavis et audits inopinés .....	13

9.1.3	Protection du secret des affaires, confidentialité et sécurité .....	13
9.1.4	Gestion des sous-traitants et substitués du Titulaire.....	14
9.1.5	Coûts .....	14
9.1.6	Modalités pratiques d'audit .....	14
9.1.7	Plan d'actions correctives et délais .....	14
9.1.8	Ré-audits de vérification .....	14
9.1.9	Conservation de la preuve et journaux .....	14
9.1.10	Manquements, sanctions et résiliation .....	14
9.1.11	Articulation avec la commande publique et les documents contractuels	15
9.2	Obligations du Titulaire.....	15
9.3	Nature des obligations du Titulaire .....	16
9.4	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	16
9.4.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	16
9.4.2	Protection de l'environnement.....	16
9.5	Confidentialité et sécurité .....	17
<b>Article 10.</b>	<b>Modalités de détermination des prix .....</b>	<b>18</b>
10.1	Contenu des prix .....	18
10.2	Mois d'établissement des prix .....	19
10.3	Actualisation du prix .....	20
10.4	Révision du prix.....	20
10.4.1	Formule de révision .....	20
10.4.2	Modalités .....	20
10.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	21
<b>Article 11.</b>	<b>Modalités de règlement du marché .....</b>	<b>21</b>
11.1	Au regard des modalités d'exécution.....	21
11.2	Emission des bons de commande .....	21
11.3	Contenu des bons de commande .....	22
11.4	Modification, suspension et interruption des bons de commande .....	22
11.5	Paie ment .....	23
11.6	Facturation .....	24
11.7	Paie ment des cotraitants .....	24
<b>Article 12.</b>	<b>Opérations de vérifications .....</b>	<b>24</b>
<b>Article 13.</b>	<b>Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 14.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>25</b>
14.1	Généralités .....	25
14.2	Pénalités pour non-respect des délais d'exécution .....	27
14.3	Précisions pour Pénalités pour non remise d'un livrable .....	28

14.4	Pénalités relatives au travail dissimulé.....	28
14.5	Pénalités pour non-respect des évolutions règlementaires .....	28
14.6	Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité .....	28
14.1	Manquement à l'obligations de la période de tuilage.....	28
14.2	Pénalités pour absence aux réunions .....	28
14.3	Pénalités pour perte ou non restitution de badge en fin d'intervention .....	28
14.4	Pénalités pour non-conformité des prestations .....	28
14.5	Manquement aux obligations de remplacement en cas de départ ou d'absence .....	29
<b>Article 15.</b>	<b>Propriété intellectuelle sur les résultats .....</b>	<b>29</b>
15.1	Propriété des documents.....	29
15.2	Gestion et propriété des données – rétention – destruction .....	29
<b>Article 16.</b>	<b>Clause de sécurité .....</b>	<b>29</b>
<b>Article 17.</b>	<b>Clauses de réexamen .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 18.</b>	<b>Responsabilité et assurances.....</b>	<b>31</b>
18.1	Responsabilité extracontractuelle.....	31
18.2	Responsabilité contractuelle .....	31
18.3	Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services .....	31
18.4	Assurances .....	31
<b>Article 19.</b>	<b>Obligation de vigilance dans les marchés publics.....</b>	<b>32</b>
<b>Article 20.</b>	<b>Travailleurs détachés .....</b>	<b>32</b>
<b>Article 21.</b>	<b>Résiliation.....</b>	<b>33</b>
21.1	Généralités .....	33
21.2	Décès, incapacité du Titulaire du marché.....	33
21.3	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché	33
21.4	Faute du Titulaire du marché .....	34
<b>Article 22.</b>	<b>Exécution aux frais et risques du titulaire .....</b>	<b>35</b>
22.1	Inexécution partielle ou totale de prestations .....	35
22.2	Résiliation du contrat aux frais du titulaire.....	35
<b>Article 23.</b>	<b>Règlement des différends .....</b>	<b>35</b>

**Article 24. Dérogation au C.C.A.G. .... 36**

## Article 1. Objet du marché

Le marché a pour objet le **renouvellement et suivi des certifications de Numih France** sur les référentiels suivants : ISO 27001, HDS et ISO 9001.

Le marché portera sur le cycle d'évaluation complet sur 3 ans comprenant :

- Mi-mars 2027, l'audit de renouvellement, **des 3 certifications**
- En 2028 et 2029, les 2 audits de surveillance (soit 1 audit de surveillance par an)

Le descriptif précis des prestations à exécuter figure dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières de la consultation (C.C.T.P.).

Comme indiqué dans le CCTP, les sites de NumihFrance sont

- Siège social : 12 rue Michel Labrousse - 31036 TOULOUSE CEDEX 1 – France et 2 bis, impasse Michel Labrousse CS 93668 - 31036 TOULOUSE Cedex
- Site d'Amiens : 45 Boulevard Ambroise Paré 80 000 AMIENS
- Site de Reims : 41-43, avenue Hoche | 51 100 REIMS
- Site de Bordeaux : 171 rue Lucien Faure | 33 300 BORDEAUX
- Sites de Rennes : 4 rue du professeur Jean Pecker et 28/30 rue Bahon Rault 35 065 RENNES
- Site de Lille : 395 rue Courtois 59 000 LILLE
- Site de Rouffach : 27 rue du 4<sup>ème</sup> Spahis Marocains 68 250 ROUFFACH
- Site de Cayenne : DC  
Université de Cayenne : CAMPUS DE TROUBIRAN 2091 ROUTE DE BADUEL 97300 CAYENNE ; Centre Hospitalier de Cayenne : 3 Avenue Alexis Blaise 97300 Cayenne
- Site Rabat : 7 & 8, avenue Attine 10100 Rabat, Mahaj Hay Ryad, MAROC
- 1 bureau à la Réunion

## Article 2. Forme du marché

### 2.1 Choix de la procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

### 2.2 Allotissement

Conformément aux articles L2113-11 et R2113-2 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile et financièrement plus couteuse l'exécution des prestations.

Le marché ne fait l'objet d'aucun allotissement au motif que la division en lots séparés serait techniquement inappropriée compte tenu de l'interdépendance des référentiels ISO 27001, HDS et ISO 9001, et risquerait de conduire à une procédure infructueuse en décourageant les organismes accrédités capables de couvrir l'intégralité du cycle de 3 ans. Cette décision est motivée par des considérations techniques et économiques conformes à l'article L2113-11 du CCP

- Raisons techniques et méthodologiques : Les trois référentiels sont structurellement interdépendants (gouvernance, sécurité des systèmes, hébergement de données sensibles, management de la qualité). Leur audit conjoint sur un cycle unique garantit la cohérence des constats, évite les contradictions entre

rapporteurs et respecte les exigences d'impartialité et de continuité propres aux organismes de certification accrédités.

Efficacité économique et pérennité du service : La conclusion d'un marché global permet d'assurer la traçabilité et le suivi des actions correctives sur l'ensemble de la durée du contrat, de réduire la charge administrative liée à la gestion de plusieurs marchés distincts, et d'optimiser la négociation tarifaire sur l'ensemble du périmètre certifié, dans le respect des principes de bonne gestion des fonds publics et d'économie des ressources.

Mutualisation et optimisation des ressources : La mutualisation des audits au sein d'un marché unique de certification permet de réduire le nombre de jours d'audit requis, en éliminant les redondances organisationnelles et en rationalisant les visites sur site. Cette approche centralisée simplifie considérablement le pilotage opérationnel : coordination unifiée des équipes, reporting consolidé, suivi intégré des non-conformités et gestion rationalisée des plannings. Au-delà des gains en efficacité, elle se traduit par une optimisation des moyens humains et financiers, tant pour le service commanditaire que pour l'organisme certificateur, tout en maintenant un niveau de qualité et de rigueur conforme aux exigences d'accréditation.

### 2.3 Tranche – Prestation supplémentaires

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

Les prestations correspondant aux lignes UO4, UO5 et UO6 de l'annexe financière sont de nature supplémentaire et optionnelle.

Leur exécution et leur facturation sont strictement conditionnées à l'émission préalable, écrite et signée, d'un bon de commande (ou d'un ordre de service/avenant) par le Client. En l'absence de cette formalité, ces prestations ne pourront être ni réalisées ni facturées, et ne donneront lieu à aucune réclamation ni à aucun paiement

### 2.4 Montants du marché

La rémunération de la part unitaire du présent marché se fait sur la base de prix unitaires qui sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Le présent marché comporte une part forfaitaire.

Le montant estimatif pour la part forfaitaire du marché est de 105 000€ HT.

Le montant maximum du marché est fixé à 160 000 € HT.

Est entendu par montant maximum, le montant au-delà duquel le marché s'éteindra de fait.

•Est entendu par montant estimatif, le montant envisagé par l'acheteur sur la période pour la réalisation des prestations. Il ne s'agit donc pas d'un montant minimum.

## Article 3. Durée et délais d'exécution du marché

### 3.1 Durée du marché

#### 3.1.1 Durée du contrat

Le présent marché lie les parties de sa date de notification à l'expiration du cycle de certification (soit une durée prévisionnelle de 3 ans) :

Aucune reconduction n'est prévue dans le cadre de ce marché.

#### 3.1.2 Marché de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires au présent marché public pourront être réalisées.

Le marché de prestations similaires pourra être mis en place dans les conditions fixées à l'article susmentionné.

Le montant maximum tient compte du coût de ces dernières dans le cas où l'acheteur souhaiterait y recourir. Le choix de l'acheteur de ne pas recourir aux prestations similaires n'ouvrira droit à aucune indemnisation du titulaire.

### 3.2 Délai d'exécution

Le Titulaire du présent marché s'engage à effectuer les prestations dans les délais mentionnés au C.C.T.P. et dans **l'annexe de conformité**

## Article 4. Application du C.C.A.G.-PI

Le marché se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté ministériel le 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

En l'absence de précision, de disposition complémentaire ou de disposition dérogatoire inscrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, seules les dispositions inscrites au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestation intellectuelles seront applicables dans leur intégralité au titulaire du marché ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

## Article 5. Documents contractuels

### 5.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-PI, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
  - Le cas échéant, l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4) ;
- L'annexe financière ayant valeur contractuelle ;
- Le DQE ou devis estimatif quantitatif
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cadre de Réponse du Mémoire Technique du titulaire (C.R.T.) ;
- L'Annexe RGPD – RT / ST ;
- L'annexe de conformité ;
- L'Engagement de confidentialité des tiers ;
- La Charte de Sécurité du Système d'Information ;
- Les certifications en cours de validité.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours d'exécution.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires originaux conservés par l'acheteur sont les seuls documents faisant foi.

Il est précisé que toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux stipulations des documents régissant le marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

### 5.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à le marché, notamment :



- Le Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication / de prestations intellectuelles (\*) ;
- Le Code du travail ;
- L'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

(\*) Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### 5.3 Notification

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-PI, la notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

## Article 6. Sous-traitance / Cotraitance

### 6.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

La sous-traitance des audits est strictement encadrée, compte tenu des exigences au regard de l'objet du marché et de l'impartialité requise.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'Acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public à l'acheteur au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - les modalités de calcul et de versement des acomptes,
  - la date d'établissement de prix,
  - les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
  - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
  - le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;

⑤ L'exemplaire unique du marché délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;

⑥ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

Il est entendu que le titulaire reste l'interlocuteur unique de l'acheteur, y compris pour les prestations sous-traitées.

## 6.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

## 6.3 Cotraitance

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

## 6.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

## Article 7. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs au traitement des données à caractère personnels sont explicités dans l'annexe RGPD du contrat. Ce document doit être complété et signé par titulaire du marché public.

## Article 8. Condition d'exécution des prestations

### 8.1 Lieu d'exécution des prestations

Selon le type de prestation, ces dernières seront réalisées :

- Soit dans les locaux du Titulaire ;
- Soit dans les locaux de l'Acheteur (tous sites).

Sites de Numih France :

- Siège social : 12 rue Michel Labrousse - 31036 TOULOUSE CEDEX 1 – France et 2 bis, impasse Michel Labrousse CS 93668 - 31036 TOULOUSE Cedex
- Site d'Amiens : 45 Boulevard Ambroise Paré 80 000 AMIENS
- Site de Reims : 41-43, avenue Hoche | 51 100 REIMS
- Site de Bordeaux : 171 rue Lucien Faure | 33 300 BORDEAUX

- Sites de Rennes : 4 rue du professeur Jean Pecker et 28/30 rue Bahon Rault 35 065 RENNES
- Site de Lille : 395 rue Courtois 59 000 LILLE
- Site de Rouffach : 27 rue du 4<sup>ème</sup> Spahis Marocains 68 250 ROUFFACH
- Site de Cayenne :
  - Université de Cayenne : CAMPUS DE TROUBIRAN 2091 ROUTE DE BADUEL 97300 CAYENNE
  - Centre Hospitalier de Cayenne : 3 Avenue Alexis Blaise 97300 Cayenne
- Site Rabat : 7 & 8, avenue Attine 10100 Rabat, Mahaj Hay Ryad, MAROC
- 1 bureau à la Réunion

Il est convenu que l'auditeur désigné par le Titulaire pourra, pendant sa présence physique dans les locaux de Numih France sur le site, réaliser simultanément des prestations d'audit à distance avec d'autres site.

## 8.2 Qualité

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. À ce titre, il garantit le respect des stipulations du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et prestations du présent marché.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire devra apporter une maîtrise dans la mise en œuvre de la prestation et dans le pilotage de celle-ci.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du Projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

### 8.2.1 Représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne nommément dans son mémoire technique et méthodologique un Responsable de projet à la compétence adéquate nécessaire pour le suivi du présent marchés.

Le Collaborateur ainsi dédié est l'interlocuteur de l'Acheteur pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire désigne également un Responsable de projet suppléant qui interviendra en cas d'empêchement du Responsable de projet Titulaire.

Les personnels du Titulaire affectés à la mission, dont le Collaborateur dédié, peuvent à tout moment être remplacés sur son initiative, à condition que la ou les remplaçants soient de compétence au moins équivalente.

Tout changement de collaborateur dédié après information de l'Acheteur (le Représentant de l'Acheteur et le Responsable de projet), dans un délai de deux mois avant sa cessation de fonction, doit se faire tout en assurant la continuité du service rendu. Dans ce même délai de deux mois, le Titulaire présente le remplaçant au Représentant de l'Acheteur et au Responsable Projet de l'acheteur.

A défaut de désignation, ou si le Responsable de projet remplaçant est récusé dans un délai d'un mois à compter de sa nomination, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

### 8.2.2 Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire le profil des intervenants. L'Acheteur dispose de la faculté de récuser chacun de ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le Représentant de l'Acheteur et le Chef de projet de l'acheteur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée. Le remplaçant proposé à l'acheteur, et validé par lui, prend ses fonctions le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le Titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

En outre, l'Acheteur peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En cas de départ à la demande de l'Acheteur, le titulaire devra être en mesure de poursuivre la mission en mettant à disposition un profil équivalent et validé par l'Acheteur. Dans le cas contraire l'Acheteur se réserve le droit d'interroger les titulaires dans l'ordre de la cascade.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le Chef de projet de l'Acheteur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

En cas de départ ne résultant pas d'une demande de Numih France : l'Acheteur doit être averti 3 mois avant tout début d'exécution

En cours d'exécution, l'acheteur doit être averti dès que le titulaire en a connaissance et une période de tuilage à la charge du titulaire devra être prévue par ce dernier.

La gestion de la mise à niveau du remplaçant reste à la charge du titulaire. Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet et nécessaires à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

**8.2.3 Représentation de l'acheteur**

Le responsable de projet désigné par l'acheteur pour le suivi des prestations est le Responsable de l'activité et du service où doit se réaliser la prestation.

**Article 9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS****9.1 Droits et obligations de l'Acheteur**

L'acheteur s'engage à communiquer au personnel du Titulaire toute information et tout document nécessaire à l'exécution des prestations objets du présent marché.

L'acheteur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du Titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

L'Acheteur se réserve un droit d'audit des prestations exécutées par le Titulaire dans le cadre du Marché, aux fins de vérifier la conformité contractuelle, la qualité des livrables, la sécurité des systèmes et données, et, le cas échéant, la conformité aux obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel

Le droit d'audit couvre tout ou partie des prestations, processus, sites, locaux, équipements, systèmes d'information, environnements d'hébergement, sous-traitants et documents pertinents, y compris les journaux et traces techniques nécessaires à la vérification des engagements contractuels

**9.1.1 Fréquence et typologie des audits**

Audit ordinaire : un audit par période de douze mois au maximum, programmé selon un préavis standard d'un mois et mis en œuvre de manière proportionnée à l'objet du Marché, aux risques identifiés et aux enjeux de service

Audits exceptionnels : sans préjudice du plafond d'un audit ordinaire annuel, des audits exceptionnels peuvent être déclenchés à tout moment en cas d'incident majeur, de non-conformité grave, d'alerte de sécurité ou de suspicion de violation des règles de protection des données personnelles ou de sécurité des traitements

**9.1.2 Préavis et audits inopinés**

Sauf urgence, l'Acheteur notifie sa demande d'audit (date souhaitée, objet et périmètre) un préavis minimal d'un mois calendaire pour les audits ordinaires et de deux semaines calendaires pour les audits exceptionnels

En cas d'urgence (incident de sécurité grave, suspicion de violation de données, risque de destruction de preuve), l'Acheteur peut diligenter un audit inopiné avec un préavis réduit à la stricte nécessité, sous réserve de respecter un contradictoire effectif

Auditeur tiers et impartialité

L'audit peut être réalisé par l'Acheteur ou par un tiers de son choix, indépendant et tenu à une stricte confidentialité, y compris en matière de secret des affaires et de sécurité des systèmes d'information. Lorsque l'audit est confié à un tiers, l'Acheteur s'assure contractuellement de ses obligations de neutralité, de ses compétences et d'absence de conflit d'intérêts et de respect des informations confidentielles.

Obligations de coopération et d'accès

Le Titulaire coopère de bonne foi et met à disposition, sans restriction injustifiée, l'accès raisonnable aux documents contractuels, techniques et opérationnels, aux locaux professionnels, aux systèmes, environnements, consoles d'administration et journaux/tracabilités pertinents, dans des conditions de sécurité et de confidentialité appropriées.

Le Titulaire garantit la disponibilité des personnels compétents lors de l'audit et la fourniture des explications, démonstrations et justificatifs demandés par l'Acheteur ou l'auditeur tiers

**9.1.3 Protection du secret des affaires, confidentialité et sécurité**

Les informations portées à connaissance dans le cadre de l'audit sont traitées comme confidentielles et couvertes par le secret des affaires, étant précisé que l'Acheteur et tout auditeur tiers sont soumis aux obligations de confidentialité et de protection des informations, y compris les informations de sécurité. Les copies et extractions demeurent strictement limitées au besoin de l'audit, sont conservées de manière sécurisée et détruites ou restituées conformément aux exigences contractuelles et légales applicables.

#### 9.1.4 Gestion des sous-traitants et substitués du Titulaire

Le Titulaire demeure entièrement responsable de ses sous-traitants et organise leur coopération effective aux audits, sur pièces et/ou sur place, y compris pour la production de journaux et d'évidences techniques.

#### 9.1.5 Coûts

Les coûts de l'audit ordinaire sont supportés par l'Acheteur ; en cas de non-conformité grave avérée imputable au Titulaire, l'Acheteur peut mettre à la charge du Titulaire tout ou partie des coûts raisonnables de l'audit et des ré-audits, selon les stipulations du CCAP (cette pratique de répartition des coûts est issue d'analyses doctrinales de 2014, antérieures de plus de deux ans).

#### 9.1.6 Modalités pratiques d'audit

Les audits se déroulent aux jours et heures ouvrés, sauf urgence, dans le respect des règles d'hygiène, de santé et de sécurité applicables sur site, et des politiques de sécurité de l'information, avec une logistique proportionnée et planifiée.

Les audits peuvent combiner analyses documentaires, entretiens, tests, inspections sur site, revues de code et scans de configuration/vulnérabilités, dans la limite du périmètre et des autorisations convenues.

Le déroulé de l'audit devra être encadré par un protocole d'audit signé par toutes les parties qui spécifiera le périmètre d'audit, ses limites, son planning et garantira la mise à disposition des moyens nécessaires à la réalisation des contrôles. Seules les audits exceptionnels ou urgents se limiteront à l'encadrement défini par les présentes clauses.

#### 9.1.7 Plan d'actions correctives et délais

À réception du rapport d'audit, le Titulaire propose dans un délai de quinze jours ouvrés un plan d'actions correctives, daté, priorisé et assorti d'échéances, soumis à validation de l'Acheteur.

En cas de désaccord, l'Acheteur peut fixer un plan et des délais impératifs, sous réserve de proportionnalité et après procédure contradictoire.

Un audit peut être organisationnel ou technique et dans ce dernier cas, toute vulnérabilité doit être corrigée selon les conditions définies au paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

#### 9.1.8 Ré-audits de vérification

L'Acheteur peut diligenter un ré-audit ciblé pour vérifier la mise en œuvre effective des actions correctives, sans qu'il ne soit imputé sur le plafond de l'audit ordinaire annuel.

#### 9.1.9 Conservation de la preuve et journaux

Le Titulaire conserve et met à disposition, pendant la durée du Marché et pour la période d'archivage contractuelle, les preuves et journaux nécessaires à la traçabilité des prestations et au contrôle de la sécurité, dans le respect des principes de minimisation et de sécurité.

Dans le cadre de la réalisation d'un audit, les auditeurs

#### 9.1.10 Manquements, sanctions et résiliation

Les manquements constatés peuvent donner lieu aux mesures et sanctions prévues au CCAP/CCAG (pénalités, suspension, mise en demeure, résiliation pour faute), après mise en œuvre d'une procédure contradictoire et dans le respect de la proportionnalité.

En cas de manœuvres frauduleuses ou d'atteinte grave aux engagements de conformité ou de sécurité, la résiliation pour faute peut être prononcée, en tenant compte des contraintes liées à la satisfaction du



besoin public et des risques contentieux, avec motivation circonstanciée (les guides récents recommandent une procédure contradictoire préalable).

### 9.1.11 Articulation avec la commande publique et les documents contractuels

La présente clause s'interprète conformément aux principes d'égalité de traitement, de transparence et de proportionnalité de la commande publique, et ne peut être utilisée pour créer une distorsion de concurrence ou détourner l'objet du Marché.

En cas de contradiction, prennent les stipulations du CCAP/CCAG et les règles impératives de la commande publique et du RGPD

## 9.2 Obligations du Titulaire

Au titre de ses obligations, il appartient notamment au titulaire :

- D'assurer la bonne exécution des prestations dont il a la charge et pour lesquelles il assure la maîtrise d'œuvre, conformément aux règles de l'art, aux lois et règlements en vigueur ;
- De fournir les compétences techniques nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- De respecter les niveaux de performance définis dans le C.C.T.P. et d'effectuer dans les meilleurs délais ;
- De prévenir rapidement l'Acheteur de toute difficulté, tout événement et/ou fait de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché,
- Le titulaire doit communiquer les modifications portant sur sa situation juridique ou économique, Mme si ces modifications ne sont pas de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- De coopérer étroitement avec l'Acheteur et les intervenants diligentés par l'Acheteur ;
- D'exécuter en temps utile son obligation de conseil et de mise en garde auprès de l'Acheteur ;
- De respecter les délais prévus dans le C.C.T.P. dans l'exécution des prestations.
- Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'Acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le coordinateur désigné par elle.
- Le Titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations, ni communiquer les éléments couverts par le secret commercial.
- Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation expresse et écrite de l'Acheteur.
- La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable de l'Acheteur
- Le Titulaire est tenu d'une obligation de loyauté.

### Obligation de conseil

Le titulaire devra conseiller l'Acheteur dans ses choix et notamment :

- L'informer de toute amélioration possible en rapport avec les choix qu'elle aura arrêtés,
- Lui signaler toute orientation nuisible ou défectueuse, tout choix stratégique présentant des risques anormaux présents ou futurs au vu des informations fournies au titre de son obligation de mise en garde,
- Signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'acheteur dans le cas où cette dernière émettrait des demandes complémentaires ou de nouvelles demandes en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

**Évolution des référentiels** : mises à jour normatives (ex. transition ISO 9001 :2026, évolutions du référentiel HDS).

Le titulaire informera et accompagnera spécifiquement l'acheteur en cas d'évolution ou de révision des référentiels de certification applicables, notamment lors de la transition vers de nouvelles versions de normes (ex. ISO 9001 :2026).

Le titulaire doit s'engager à accompagner l'acheteur sans rupture du cycle, les surcoûts éventuels étant facturés via des lignes BPU prédéfinies. Il proposera, le cas échéant, un plan de mise en conformité

adapté, ajustera sa méthodologie d'audit et veillera à ce que les évaluations restent alignées sur les versions de normes en vigueur ou en cours de déploiement, tout en garantissant la continuité du cycle de certification.

Un avenant sera établi si nécessaire, dans les conditions de la commande publique notamment si ces changements induisent une modification substantielle.

**Obligation de mise en garde** : le titulaire doit communiquer à l'Acheteur, pendant toute la durée du marché, toute information dans son domaine de compétence portant notamment sur les performances de la démarche engagée.

**Obligation de renseignement** : le titulaire devra communiquer, sur simple demande de l'Acheteur, les moyens d'obtenir des informations relatives à l'évolution des caractéristiques et spécificités de l'activité et de l'offre de services du titulaire et des solutions actualisées correspondant à l'objet du marché.

### **Protection de l'Environnement et Responsabilité Sociale et Environnementale**

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Eu égard à l'objet du marché, le titulaire propose dans le cadre de son offre sa stratégie en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) visant par exemple à la réduction de l'empreinte carbone, de la fracture numérique et à la proposition de technologies durables qu'il s'engage à respecter.

## **9.3 Nature des obligations du Titulaire**

Le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix, des moyens techniques, logistiques, informatiques, humains, et matériels à mettre en œuvre pour garantir la conformité des prestations aux règles du marché ainsi qu'aux règles de l'art.

En tout état de cause, le Titulaire réalise les prestations objet du présent marché conformément aux documents contractuels et dans le respect d'une obligation de résultats portant sur le respect des délais d'exécution des prestations et des exigences de confidentialité.

L'ensemble des obligations prises par le Titulaire au titre des prestations du présent marché sont des obligations de résultat en termes de confidentialité pour tout ce qui concerne les exigences de l'annexe de conformité et autres délais contractuels et livrables spécifiques au CCTP et au CCAP.

## **9.4 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement**

### **9.4.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent aux Titulaires, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

### **9.4.2 Protection de l'environnement**



Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

## 9.5 Confidentialités et sécurité

L'Acheteur et le Titulaire s'engagent à respecter mutuellement les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité dont l'étendue est ci-dessous rappelée.

### Obligations du Titulaire :

Le Titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- Concernant les informations, les documents et les outils informatiques :
  - à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Seul le personnel de l'acheteur, ainsi que le personnel habilité par le Titulaire dans le cadre du présent marché, sont autorisés à accéder aux informations, aux documents et aux outils informatiques nécessaires à l'exécution de la prestation.

- à ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.
- à ne pas modifier, altérer ou copier les informations, les documents et outils informatiques dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
- à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis à vis de son personnel.

Au regard, de l'obligation stricte de confidentialité le titulaire s'engage à ce que toute information obtenue ou générée lors du processus d'évaluation et de certification soit protégée.

Les données sensibles, les rapports d'audit, les constats, les non-conformités et les décisions de certification ne peuvent être divulgués sans l'accord explicite de l'organisme certifié

Cette obligation s'étend à tous les auditeurs, experts techniques, personnel de traitement des demandes et sous-traitants.

Les seules exceptions sont les obligations légales, réglementaires ou les demandes fit par des organismes officiels dans le cadre de leurs activités de surveillance.

- Concernant la sécurité :
  - à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché et qu'il devra échanger ou partager avec l'acheteur ou l'acteur de santé.
- Concernant la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques :
  - à respecter et à faire respecter par son personnel la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques applicables aux personnels des acteurs de santé pour le compte duquel la prestation est réalisée.

### Obligations de l'Acheteur :

L'Acheteur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché (si le caractère confidentiel est assuré par l'acheteur [absence de communication à des tiers], le Titulaire partage ses méthodes avec l'acheteur),
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

### Vérification du respect des engagements :

- L'acheteur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le Titulaire, des engagements prévus au présent article.

#### Durée des obligations :

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché pour une durée 10 ans.

#### Exception à la protection :

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics, notamment les informations et documents déjà en possession du Titulaire, ceux élaborés de façon indépendante par le Titulaire en dehors du cadre de ce marché, voire obtenus de tiers par des moyens légitimes.

A l'issue du chaque marché :

- Les fichiers et les documents opérationnels propriété de l'acheteur ou de ses ayants droit, seront restitués ;
- Tous les éléments restituables avant la fin de cette opération devront l'être dès que possible.
- Le Titulaire s'engagera à ne conserver aucune donnée liée à l'acheteur ou aux établissements avec lesquels il a collaboré

### Article 10. Modalités de détermination des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varie pas en cas de variation de change.

#### 10.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix mixte, comportant une partie de prix forfaitaire et une partie de prix unitaire

Les prestations UO1 à UO6 sont facturées forfaitairement, indépendamment des frais de déplacement. Les frais (FDM, FHM, FHR, FRG, FRR) sont facturés séparément, sur la base des unités consommées et des justificatifs produits. »

Les prestations correspondant aux lignes UO4, UO5 et UO6 sont de nature supplémentaire et optionnelle. Leur exécution et leur facturation sont strictement conditionnées à l'émission préalable, écrite et signée, d'un bon de commande par Numih France En l'absence de cette formalité, ces prestations ne pourront être ni réalisées ni facturées, et ne donneront lieu à aucune réclamation ni à aucun paiement. »

#### 10.2 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations nécessaires à la réalisation des prestations définies au cahier des charges et détaillées dans l'offre technique du Titulaire, conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En outre, ces prix intègrent les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations (papiers, enveloppes, intercalaires, cartons ...).

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

**Les frais de déplacement** seront pris en charge aux frais réels par Numih France

En métropole : sur la base des voyages effectués en seconde classe (trin) ou classe économique (avion), sauf à justifier que la 1ère classe coûtait moins cher.

Pour les déplacements à l'étranger, les frais de déplacement seront pris en charge aux frais réels par Numih France en classe économique ; les montants de transports doivent être établis en euros

Pour les autres frais à défaut de justificatifs établis en euros, les montants doivent être convertis au taux de change de la BCE au jour du paiement. Les justificatifs doivent être accompagnés d'une traduction sommaire si nécessaire.

Toute réservation effectuée en l'absence de tarif économique ou de seconde classe doit faire l'objet d'une dérogation écrite et préalable délivrée par Numih France. Le titulaire sera tenu d'apporter la preuve d'une anticipation suffisante dans le délai de réservation.

**Les frais d'hébergement** en métropole sont remboursés aux frais réels sur présentation de justificatifs originaux (facture d'hébergement accompagné du ticket de règlement et ce, dans la limite des plafonds journaliers indiqués dans le cadre de la grille tarifaire indiquée ci-dessous :

En métropole, dans la limite des montants appliqués aux agents de Numih France pour 2026 sont :

- 150€/nuit pour Paris petit déjeuner inclus,
- 130 €/nuit petit déjeuner inclus pour la région Ile-de-France et villes de plus de 200 000 habitants
- 100 €/nuit petit déjeuner inclus dans les autres cas) pour l'année 2026.

Hors métropole

En Guyane, 130 €/nuit petit déjeuner inclus

A Rabat, le forfait par jour/nuitée pour l'hébergement, petit déjeuner et restauration est de 175 euros par jour incluant une nuitée.

A défaut de justificatifs établis en euros, les montants doivent être convertis au taux de change de la BCE au jour du paiement. Les justificatifs doivent être accompagnés d'une traduction sommaire si nécessaire.

**La prise en charge des transferts sur place** (aéroport ↔ hébergement / lieux de mission) sont couverts sur justificatifs (taxi, transport en commun, voiture de location (non préconisée)

#### Les frais de restauration

En métropole ou en France : A l'exception du petit-déjeuner, les frais de restauration ne sont pas pris en charge par l'Acheteur.

Hors métropole : les indemnités journalières hors métropole (de bouche) sont forfaitaires et non cumulables avec les frais de repas sur justificatifs.

Une journée sans nuitée sera indemnisée au forfait métropole soit 20 euros par repas.

**Aucun frais n'est dû pour les jours non validés par écrit par Numih France**

**La grille des tarifs sera réévaluée et communiquée au prestataire pour chaque année civile d'exécution de prestations. Aucun avenant ne sera nécessaire pour la prise en compte des nouveaux montants**

Tout remboursement de frais est subordonné à la production de justificatifs originaux (factures, billets, notes d'hôtel) indiquant clairement la date, le montant HT et TTC et le bénéficiaire. Les frais non justifiés ou excédant les plafonds ci-dessus ne donneront lieu à aucun remboursement. »

### 10.3 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### 10.4 Actualisation du prix

Le prix initial figurant au Bordereau de Prix est ferme au dépôt de l'offre. Une actualisation unique **pourra** (si **le titulaire en fait la demande**) être appliquée si le délai entre la date de remise de l'offre et la date de début effectif de l'exécution des prestations excède trois (3) mois.

Cette actualisation vise à réinitialiser le prix initial en un nouveau prix ferme, qui restera invariable pour la durée restante du marché. Dans le cas d'une actualisation, **aucune révision ultérieure ne sera applicable**.

Un prix actualisable est un prix ferme qui peut être ajusté une seule fois pour refléter les variations économiques entre le moment où le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et le début d'exécution des prestations. Cette actualisation n'est appliquée que si ce délai dépasse trois mois.

L'actualisation a pour but de "réinitialiser" le prix initialement fixé en un nouveau prix ferme actualisé, qui restera ensuite invariable. Elle est distincte de la révision des prix, qui, elle, compense les variations économiques tout au long de l'exécution du marché.

L'actualisation sera calculée au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_o * (0,25 + 0,75 (\ln/I_o))$$

Dans laquelle :

$P_n$  = prix actualisé, applicable à compter du début de l'exécution des prestations ;

$P_o$  = prix initial de la prestation figurant dans le Bordereau de prix du prestataire ayant valeur pour le mois Mo.

$I_n$  = dernière valeur connue de l'index SYNTEC à la date d'établissement de l'actualisation

$I_o$  = valeur de l'index SYNTEC pour le mois Mo

#### 10.5 Révision du prix

##### 10.5.1 Formule de révision

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché. Par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-PI les prix du marché sont révisibles annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o * (0,25 + 0,75 (\ln/I_o))$$

Dans laquelle :

$P_n$  = prix révisé de la prestation

$P_o$  = prix initial de la prestation figurant dans le Bordereau de prix du prestataire ayant valeur pour le mois Mo.

$I_n$  = dernière valeur connue de l'index SYNTEC à la date d'établissement de la révision

$I_o$  = valeur de l'index SYNTEC pour le mois Mo

L'indice SYNTEC mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies.

Identifiant : SYNTEC

Site ou source : <http://www.syntec.fr/>

##### 10.5.2 Modalités

La révision des prix par le Titulaire est annuelle, et s'effectue à la date anniversaire du contrat.

- **Modalités :** Le Titulaire doit faire parvenir sa demande de révision par mail à [marches-publics@mipih.fr](mailto:marches-publics@mipih.fr), un mois au moins avant la date anniversaire de la notification du présent marché.
  - Ce mail devra obligatoirement être accompagné d'un fichier Excel présentant le détail de la formule de calcul, les prix initiaux, les prix révisés et une colonne contenant le pourcentage d'augmentation ou de diminution.
  - L'Acheteur peut aussi, dès la réception de la demande, ne pas accepter la révision telle que présentée par le Titulaire et débiter les échanges par mail. Le Titulaire devra alors fournir toutes les pièces justificatives demandées prouvant l'augmentation ou la diminution des prix révisés jusqu'à l'obtention d'un accord de la part de l'Acheteur.
  - **Modification de l'annexe financière :**  
A l'issue des échanges, le Titulaire renverra par mail la demande de révision au format PDF signée de manière électronique.  
Après acceptation de l'Acheteur par mail, cette nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.
  - **Application du nouveau tarif :**  
En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande de révision.

#### Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure ou égale à 5% l'an. Ce pourcentage s'entend pour chaque ligne de l'annexe financière.

Les frais de déplacement et hébergement facturés à l'unité ou au forfait, ainsi que les honoraires fixes pour les livrables, ne sont pas soumis à la révision générale.

### 10.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

## Article 11. Modalités de règlement du marché

L'Acheteur se libère du montant dû, sur présentation d'une facture, en faisant porter les sommes dues en exécution du présent marché au compte indiqué à l'Acte d'engagement.

### 11.1 Au regard des modalités d'exécution

L'exécution des prestations est ordonnée

- Pour la partie forfaitaire à compter de la notification du marché
- Pour la partie à bon de commande, par l'émission de bon de commande en référence au prix unitaire indiqués dans l'annexe financière ; Les bons de commande seront émis selon les besoins de Numih France

Le point de départ du ou des délais d'exécution est la date précisée sur le bon de commande correspondant ou à défaut à la date de notification de celui-ci

### 11.2 Emission des bons de commande

Dès lors que l'exécution de certaines prestations est subordonnée à l'émission de bons de commande ces dernières ne pourront être réalisées par le Titulaire, ni ne donneront lieu à aucun paiement par l'Acheteur, si elles n'ont pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande.

L'Acheteur est en droit d'émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour. Le délai d'exécution de chaque commande sera fixé dans le bon de commande correspondant sans toutefois dépasser 12 mois.

Les commandes peuvent être adressées dès la notification jusqu'à l'expiration de la durée du marché. A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder 6 mois après la fin du marché.

Le délai et les modalités d'exécution sont mentionnés dans le bon de commande, à défaut le point de départ du délai est la date de notification du bon de commande.

### 11.3 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine et valent ordre de réaliser les prestations.

Les bons de commande comporteront au minimum les mentions suivantes :

- Les références du marché (numéro et dénomination) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ;
- Le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- Les montants de la commande HT et TTC et taux de TVA ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations

L'Acheteur met à disposition les informations nécessaires à la bonne réalisation du bon de commande.

Le titulaire a une obligation de conseil envers l'Acheteur.

Dans ce cadre, par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-PI, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours à compter de la réception du bon de commande pour accuser réception par retour daté et signé du bon de commande et signaler à l'organisme toute réserve dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché

En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

### 11.4 Modification, suspension et interruption des bons de commande

L'Acheteur a la faculté de modifier, suspendre ou interrompre un ou des bons de commande moyennant un préavis de quinze (15) jours. Le Titulaire doit, s'il l'estime opportun pour le bon déroulement du marché, préconiser à l'Acheteur de modifier, suspendre ou interrompre un bon de commande, l'Acheteur demeurant libre de procéder ou non, en tout ou partie, à la modification, suspension ou interruption préconisée par le Titulaire.

#### Modification

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'Acheteur émettra alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions modifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande réduit le champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à la l'ordre de



modification. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, la modification du bon de commande ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

#### Suspension

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra suspendre l'exécution pour une durée qu'elle indiquera au Titulaire. Cette suspension n'ouvre aucun droit à indemnisation au profit du Titulaire.

A l'expiration de cette durée, l'Acheteur pourra soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif dans les conditions mentionnées ci-dessus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions décrites ci-dessous.

#### Interruption

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à l'ordre d'interruption. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, l'interruption du bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

### 11.5 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les factures sont payées à terme échu.

Selon le phasage déterminé dans le cadre de l'annexe financière, le paiement des prestations sera réalisé à terme échu

Forfait	<b>Audit de renouvellement sur les référentiels objet du marché</b>	Après validation du service fait paiement de la ligne UO1 du DPGF
	<b>Audit de suivi 1</b>	Après validation du service fait paiement de la ligne UO2 du DPGF
	<b>Audit de suivi 2</b> <i>inclus frais de déplacement et de bouche</i>	Après validation du service fait paiement de la ligne UO3 du DPGF
Partie à bons de commande	<b>Bon de commande</b>	Avec émission d'un bon de commande, après validation du service fait, paiement de la ligne correspondante du BPU

Le présent marché, pour sa partie forfaitaire est structuré en phases distinctes et pourra être, sans pénalité ni indemnité de rupture au titre des prestations non encore engagées, en cas de résiliation, de la phase en cours ou suivante, en cas d'exécution fautive du titulaire ou de toute autre cause contractuelle ou légale entraînant la résiliation du marché.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général ou pour cause légale, les indemnités éventuelles seront calculées strictement au titre des coûts engagés, au titre des prestations effectivement exécutées et validées et du manque à gagner lié aux phases déjà validées. Les phases non encore démarrées feront l'objet d'une extinction du contrat sans contrepartie financière, la structure phasée étant assimilée à une série de prestations distinctes

## 11.6 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique : [depenses@numihfrance.fr](mailto:depenses@numihfrance.fr)

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
  - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - 4° Le numéro de référence ;
  - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
  - 6° La date de livraison des fournitures ;
  - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
  - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
  - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
  - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

### Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Mr le *Comptable assignataire*  
12, rue Michel Labrousse  
31000 Toulouse

## 11.7 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-PI.

## Article 12. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives des prestations seront réalisées dans les conditions des articles 28 à 29 du C.C.A.G.-PI., sous réserve des dérogations ci-dessous.



L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Si les vérifications sont réalisées dans les établissements de l'acheteur, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise ou livraison des prestations à l'acheteur. Si les vérifications sont réalisées dans les établissements du titulaire ou un autre lieu, le point de départ est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-PI, les vérifications seront effectuées sans la présence du Titulaire.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification, si les prestations correspondent aux stipulations du marché, l'acheteur prononce leur admission.

Dans le cas où elles ne répondent que partiellement aux stipulations du marché il peut :

- Prononcer l'ajournement, lorsque les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. L'acheteur invite le Titulaire à présenter les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.
- Prononcer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, si sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, les prestations peuvent être admises en l'état.

Dans le cas où elles ne répondent pas aux stipulations du marché, et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet.

Il invite dans un premier temps le Titulaire à lui présenter ses observations et par la suite, si le rejet est maintenu, il motive sa décision de rejet.

En tout état de cause le Titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

L'ajournement ou le rejet des prestations est sans effet sur l'application éventuelle et le calcul des pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.

En application de l'article 29.2.1 du C.C.A.G.-PI, en cas d'ajournement des prestations (ou d'un livrable), le Titulaire s'oblige à reprendre les prestations dans un délai de 15 jours calendaires commençant à courir à compter de la notification de la décision d'ajournement.

## Article 13. Constatation de l'exécution des prestations

L'admission de la prestation du Titulaire est prononcée à compter de la date de validation du dernier livrable attendu du Titulaire dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Le représentant de l'acheteur concerné remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde du marché, cette dernière tiendra lieu de décision d'admission. Cette attestation constate que le Titulaire a rempli toutes ses obligations. Le Titulaire joint une copie de cette décision à sa facture.

A défaut, c'est le mandatement et le cas échéant le paiement du solde, qui tiendra lieu d'attestation.

## Article 14. Pénalités

### 14.1 Généralités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-PI, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est en est redevable quel que soit leur montant total.

Par dérogation sur les modalités d'information du titulaire, à l'article 14.1 du C.C.A.G.-PI en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, il est stipulé que :

1/ En aucun cas, le prestataire (titulaire, cotraitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses manquements, la charge de les obtenir suffisamment à l'avance lui incombant.

2/ En cas de manquement prévisible dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Acheteur dans les plus brefs délais par un courriel (ou un courrier) motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés, sans que le titulaire soit pour autant dégagé de ses obligations contractuelles concernant les prestations à exécuter.

3/ Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché.

4/ Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché ou peut s'opérer par l'émission d'une facture.

5/ En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

6/ Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par l'Acheteur.

7/ Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

8/ Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-PI / l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-TIC, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est en est redevable quel que soit leur montant total.

9/ Le montant de la pénalité ne peut pas dépasser 15% du montant du montant total HT du marché.

10/ Dans le cas d'un manquement non imputable au Titulaire, aucune pénalité ne lui est appliquée. Le Titulaire doit apporter tous les éléments permettant de justifier que le manquement ne lui est pas imputable.

11/ En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le comité de pilotage rapporte aux responsables du contrat puis au comité de pilotage qui examine le différend lors de sa prochaine réunion, étant entendu que l'existence d'une objection à l'application d'une pénalité n'a pas pour effet de suspendre son application ou la réalisation des prestations.

12/ Les pénalités exprimées dans le présent document sont en euros hors taxes.

13/ En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

14/ Les délais mentionnés sont par dérogation à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.-PI / l'article 3.2.2 du C.C.A.G.-TIC exprimés en jours ouvrés.

En cas de manquement aux obligations définies ci-dessous, il sera appliqué au Titulaire les pénalités suivantes, sans préjudice du droit pour l'Acheteur de résilier le marché ou de demander des dommages et intérêts :

Exigence	Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
EXI-01	Non-respect des compétences des auditeurs Envoi d'un auditeur ne justifiant pas des compétences sur les 3 référentiels (ISO 9001, ISO 27001, HDS).	Pénalité de 20% du montant total de l'audit concerné.
EXI-02	Non-respect du mode d'audit (Audits de suivi) Proposition d'un audit multi-auditeurs pour un audit de suivi de moins de 10 jours (alors qu'un auditeur unique était requis).	Refus de payer les coûts supplémentaires + Pénalité forfaitaire de 10% par audit concerné.
EXI-03	Non-intégration des audits Évaluation séparée des exigences qualité et sécurité SI (manque d'intégration).	Pénalité de 20% du montant total de l'audit concerné.
EXI-04	Non-respect de la méthodologie ISO 19011 Audit réalisé hors du cadre méthodologique exigé.	Pénalité de 30 % du montant total de l'audit concerné.
EXI-05	Retard sur la définition des dates Non-définition des dates d'audit avant le début du mois de septembre de l'année précédente.	Pénalité de 50 €par jour de retard.
EXI-06	Retard sur le planning détaillé Non-transmission du planning détaillé avant le mois de décembre de l'année précédente.	Pénalité de 50€ par jour de retard.
EXI-07	Changement sans préavis Modification de l'organisation ou des intervenants avec un préavis inférieur à 15 jours ouvrés.	Pénalité forfaitaire de 150 € par incident.
EXI-08	Non-respect de la comitologie Non-organisation des réunions de préparation/restitution ou non-transmission des comptes-rendus sous 5 jours.	Pénalité de 100 €par jour de retard sur les CR et par réunion non tenue.
EXI-09	Retard sur les livrables Retard de remise des plans d'audit, rapports, certificats ou plannings.	Tout retard dans la remise du rapport d'audit initial sera sanctionné d'une pénalité forfaitaire fixée à 1/10ème du montant du marché, et ce sans mise en demeure préalable. Pour les autres livrables : Pénalité de 50 € par jour de retard sur chaque livrable manquant.
EXI-10	Absence d'évaluation de satisfaction Non-mise en place de l'évaluation de satisfaction ou absence de plan d'action suite aux résultats.	Pénalité forfaitaire de 50 € par période d'audit concernée.

#### 14.2 Pénalités pour non-respect des délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les dates mentionnées dans le cadre du CCTP

En dehors de pénalités spécifiés ci-dessus, tout autre retard sera sanctionné par les pénalités prévues à l'article 14.1 du C.C.A.G.-PI

#### **14.3 Précisions pour Pénalités pour non remise d'un livrable**

En cas de retard dans la remise des documents exigés dans les délais mentionnés au C.C.T.P. Il sera appliqué une pénalité de 150 € HT par jour ouvrés de retard (du lundi au vendredi), et ce sans mise en demeure préalable.

Tout retard dans la remise du rapport d'audit initial sera sanctionné d'une pénalité forfaitaire fixée à 1/10ème du montant du marché, et ce sans mise en demeure préalable.

#### **14.4 Pénalités relatives au travail dissimulé**

Une pénalité est applicable en cas de non déclaration de l'activité de l'entreprise. En effet, suite à une demande de régularisation demeurant sans effet au bout d'un délai expresse prévu par l'acheteur dans ladite demande, l'entreprise s'expose à une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration d'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

#### **14.5 Pénalités pour non-respect des évolutions règlementaires**

Le Titulaire dispose de 1 mois pour procéder à la mise à disposition d'une version prenant en compte les évolutions règlementaires.

En cas de non-respect de ces évolutions, il encourt, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard constaté.

#### **14.6 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité**

Par dérogation à l'article 14.2. du C.C.A.G.-PI les pénalités sont appliquées comme suit.

En cas de manquement à ses obligations de confidentialité – sécurité telles qu'exprimées au présent document, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € par manquement constaté, et ce sans mise en demeure préalable.

#### **14.1 Manquement à l'obligations de la période de tuilage**

Le non-respect du délai de tuilage imposé au C.C.A.P., pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € HT par manquement constaté.

#### **14.2 Pénalités pour absence aux réunions**

Le titulaire est tenu de participer à toutes les réunions au titre du pilotage du marché. Toute annulation doit se faire au plus tard 5 jours avant la tenue de la réunion. A défaut et sans motif valable, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par absence constatée.

#### **14.3 Pénalités pour perte ou non restitution de badge en fin d'intervention**

En cas de non restitution de badge en fin d'intervention collaborateur du Titulaire, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 1 500 € HT par badge non restitué ou perdu.

#### **14.4 Pénalités pour non-conformité des prestations**

Tout livrable jugé non conforme au cours de la réception donnera lieu à la production par le titulaire d'une version corrigée dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification des remarques de l'Acheteur.

Le non-respect de la date de livraison, pourra donner lieu à l'application de la pénalité pour dépassement de délai (article « *Pénalités pour non remise des livrables* » supra).

Dans l'hypothèse où la nouvelle version remise ne serait toujours pas conforme, une autre version pourra être exigée dans les mêmes conditions.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-PI, à compter de la troisième version d'un livrable jugée non conforme, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30% du montant de la commande par livrable non conforme sans que celle-ci ne puisse excéder 15% du montant du marché.

#### 14.5 Manquement aux obligations de remplacement en cas de départ ou d'absence

Le non-respect des modalités de remplacement imposés au C.C.A.P., pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 500€ HT par manquement constaté, que ce remplacement ait lieu à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire.

### Article 15. Propriété intellectuelle sur les résultats

Il est fait application des dispositions de l'article 35 du C.C.A.G.-PI

#### 15.1 Propriété des documents

Les rapports et certificats produits sont destinés à l'organisme certifié, qui en détient les droits d'usage. Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, irrévocable et gratuit, tous les droits d'exploitation sur les livrables produits dans le cadre du présent marché (rapports d'audit, plans d'audit, comptes-rendus, analyses et recommandations), pour la durée de la protection légale et sur tout le territoire et les sites audités hors territoire métropolitain.

L'organisme certificateur conserve néanmoins des copies archivées à des fins de surveillance et de défense juridique.

#### 15.2 Gestion et propriété des données – rétention – destruction

Les données et documents fournis par l'Acheteur restent sa propriété exclusive. Le Titulaire s'engage à respecter le droit moral des auteurs et à obtenir, le cas échéant, les autorisations nécessaires pour permettre l'exploitation libre des livrables par l'Acheteur. »

Les archives sont conservées par le titulaire pendant une durée minimale et réglementaire selon le domaine d'accréditation dans des conditions sécurisées, accessibles sur demande lors des réévaluations.

En fin de période de rétention, les documents doivent être détruits par le titulaire de manière sécurisée et conforme aux réglementations applicables

Le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

### Article 16. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information de l'acheteur.

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

## Article 17. Clauses de réexamen

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié selon les clauses suivantes :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, en application de la clause de révision des prix prévue au présent CCAP, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations
- c) Modification du périmètre (exemple nouveau ou retrait de site, augmentation du nombre d'agents etc.) : le présent marché peut faire l'objet de modifications portant sur son périmètre d'exécution, à condition que celles-ci n'en altèrent pas la nature globale et qu'elles Ces ajustements pourront notamment consister en :
  - L'ajout ou le retrait de sites audités ou de structures couvertes ;
  - La variation du nombre d'agents, de pôles ou de processus soumis à certification ;
  - L'adaptation des référentiels ou des cycles d'audit en fonction de l'avancement des opérations et de l'évolution du périmètre certifié.

Toute modification du périmètre devra être motivée par des raisons techniques, organisationnelles ou d'efficacité de service, et faire l'objet d'une analyse d'impact préalable sur le planning, les ressources mobilisées, les méthodes d'audit et le coût global du marché. Elle sera formalisée par un avenant, précisant les nouvelles modalités d'exécution, le calendrier révisé, la répartition des moyens humains et financiers, ainsi que les incidences sur les cycles de certification et le suivi des actions correctives.

La valeur cumulée des avenants modifiant le périmètre ne pourra excéder 50 % du montant initial hors taxes du marché, conformément à l'article R.2194-1 du CCP. Les ajustements tarifaires correspondants seront calculés sur la base des prix unitaires prévus au présent marché ou, à défaut, selon une grille de référence transparente, proportionnelle et validée conjointement par les parties. L'avenant sera annexé au contrat et fera partie intégrante des clauses contractuelles. Tout Avenant doit être signé préalablement à sa mise en œuvre

- a) L'ajout de nouvelles unités d'œuvre non prévues initialement et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché. Etant entendu, que ces unités d'œuvre doivent être en lien avec l'objet du marché ;
- b) La modification des indicateurs de performance dans la limite de cinq modifications par an.
- d) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
  - Que les nouvelles références respectent le CCTP ;
  - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- e) Changement de titulaire : un nouveau titulaire pourra remplacer le titulaire initial en cas décès de ce dernier.
- f) Cessation des activités du Titulaire  
Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.  
La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'acheteur quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.



L'acheteur se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait :

- Soit exécuté selon les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G.-PI.
- Soit résilié aux torts du Titulaire.

## Article 18. Responsabilité et assurances

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du C.C.A.G.-PI, est convenu ce qui suit.

### 18.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'Acheteur et celle du Titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

### 18.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'Acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'Acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au marché.

### 18.3 Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services

Le Titulaire sera tenu responsable des préjudices subis par l'acheteur ou un tiers et causé, directement ou indirectement, par la mise en œuvre, fautive ou non, partielle ou non, des prestations du titulaire.

### 18.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit justifier dans un délai de 10 jours après demande fait par NumihFrance France entre l'attribution et la notification du marché et, avant toute exécution des prestations, la souscription des assurances suivantes et dont les garanties restent en vigueur pendant toute la durée du marché :

1. Responsabilité Civile Professionnelle (RC Pro) : Couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels, ainsi que les erreurs, omissions ou négligences commises dans le cadre des audits, des rapports et des conseils liés aux références ISO 9001, ISO 27001 et HDS. Montant minimum : € par sinistre et [X][Y]
2. Responsabilité Civile Exploitation / Dommages aux tiers : Couvrant les risques liés à la présence physique des auditeurs sur les sites de Numih France et aux déplacements. Montant minimum : [X]
3. Responsabilité Civile Informatique / Données (recommandée) : Couvrant les risques liés au traitement, à la consultation ou à la transmission accidentelle de données sensibles ou de santé lors des audits HDS et ISO 27001 et ISO 9001.

Le Titulaire transmettra, également pour année d'exécution, les attestations d'assurance en cours de validité, accompagnées des conditions générales et des exclusions. Toute modification ou résiliation des contrats d'assurance doit être notifiée à Numih France au moins

30 jours à l'avance. En cas de carence ou de non-respect des garanties exigées, NumihFrance se réserve le droit de suspendre les prestations ou de résilier le marché de plein droit.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels ou aux biens de l'acheteur, ou à des tiers (et notamment acteurs de santé) du fait de sa présence sur site.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-PI, le Titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

#### Article 19. Obligation de vigilance dans les marchés publics

Le titulaire s'engage à remettre à l'Acheteur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Une attestation de régularité fiscale en date de validité. A noter que lorsque l'entreprise est mentionnée comme étant une société-fille, vous devez également nous faire parvenir l'attestation de la société-mère.
3. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a. L'identification de l'opérateur économique, N° de SIRET
  - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de groupement ou de sous-traitance, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

#### Article 20. Travailleurs détachés

Tout employeur établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L.1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D.1265-1 du code du travail.

Conformément à l'article L.1262-2-1 du même code, il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, l'Acheteur est tenu de vérifier que le titulaire du marché qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.



A cet effet et en application de l'article R.1263-12 du même code, le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur, préalablement au détachement, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution entraînera la résiliation de plein droit du marché par l'acheteur après mise en demeure non suivi d'effet.

## Article 21. Résiliation

### 21.1 Généralités

Les articles 36 à 42 et 27 du C.C.A.G.-PI s'appliquent au présent marché.

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En tout état de cause, le présent marché étant conclu sans minimum de commandes, la résiliation du marché n'ouvrira droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

De même, et par dérogation aux dispositions de l'article 40 du C.C.A.G.-PI, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché ou d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général.

### 21.2 Décès, incapacité du Titulaire du marché

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si l'Acheteur accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur.

La résiliation du marché, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, du Titulaire, le marché peut être résilié sans que le Titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

### 21.3 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire du Titulaire du marché est notifié immédiatement à l'acheteur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'acheteur met en demeure l'administrateur, ou le Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, de se prononcer sur l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation du marché prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du Titulaire et si le liquidateur exige la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice.

Dans tous ces cas, la résiliation n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

**21.4 Faute du Titulaire du marché**

Les dispositions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI sont complétées comme suit. L'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les hypothèses où le Titulaire aurait manqué à ses obligations contractuelles ou commis une faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles, et notamment dans les cas suivants :

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués au titre du marché.

- a. Défaut de désignation dans un délais de 30 jours ou récusation du responsable de projet dans les conditions prévues au contrat.
- b. En cas de deux refus successifs par l'Acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire ;
- c. Si le titulaire ne respecte pas l'annexe financière du marché.
- d. Si le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ; non-production des livrables demandés dans le cadre du contrat ; mauvaise exécution et/ou inexécution fautive d'un ou plusieurs bons de commande par le Titulaire ;
- e. En cas de mauvaise exécution et/ou inexécution fautive par le Titulaire ;
- f. En cas d'inexactitude des renseignements article L2196-6 du code de la commande publique ;
- g. Non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;
- h. Si le Titulaire effectue du démarchage direct auprès des adhérents de l'Acheteur sans en informer préalablement l'Acheteur (établissement concerné, sujets/domaines ...) et/ou qu'il ne restitue pas les informations après intervention directe auprès de celui-ci ;
- i. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ; inexactitude des renseignements article L 2196-6 du code de la commande publique ; le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au contrat ;
- j. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées au contrat ;
- k. Le titulaire déclare, indépendamment du cas de décès ou incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- l. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications portant sur sa situation juridique ou économique, et que ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- m. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- n. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément au contrat.
- o. L'utilisation des résultats par l'Acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- p. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- q. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux a, b, c, d, e, f, g, ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'Acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués au titre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

#### 16.5 Résiliation des bons de commandes

Les conditions de résiliation des bons de commande sont celles mentionnées au C.C.A.G.-PI ; Il est néanmoins précisé que dans le cadre d'une résiliation pour faute du Titulaire, aucune indemnité ne pourra être accordé au Titulaire et que le Représentant du pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

### Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G.-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

L'article 27 du C.C.A.G.-PI est applicable au présent contrat sous réserve de la prise en compte des dérogations suivantes.

#### 22.1 Inexécution partielle ou totale de prestations

En cas d'inexécution partielle ou totale d'une ou plusieurs prestations, l'Acheteur peut faire procéder à l'exécution de celles-ci par un tiers aux frais et risques du titulaire sous réserve des dérogations suivantes à l'article 27.1 du C.C.A.G.-PI

- L'Acheteur n'a pas l'obligation de prouver au titulaire que les prestations concernées ne peuvent souffrir aucun retard.

- La décision de l'acheteur n'est pas limitativement subordonnée à une quelconque décision de résiliation du marché.

L'exécution des prestations par un tiers n'affecte en rien pour le titulaire l'obligation du bon achèvement de l'exécution des autres prestations en cours.

Pour l'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire. Le décompte général du marché exécuté par le tiers prestataire ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif de celui-ci.

#### 22.2 Résiliation du contrat aux frais du titulaire

En cas de résiliation du contrat aux frais du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire pour l'achèvement des prestations.

Le décompte général du contrat résilié ne sera notifié au prestataire qu'après règlement définitif du nouveau contrat passé avec le tiers prestataire pour l'achèvement des prestations.

### Article 23. Règlement des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-PI. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

#### Article 24. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Nature de la dérogation	Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G. -PI
Ordre de priorité des documents contractuels	5.1	4.1
Notification du marché	5.3	4.2.1
Présence du titulaire aux opérations de vérification	11	28.5
Révision des prix	11.4.1	10.1.1
Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande	12.3	3.7.2
Opérations de vérification	13	28 à 29
Opérations de vérification /présence du titulaire	13	28 .5
Absence d'exonération sur le montant des pénalités	15.1	14.1.3
Modalité de calcul des pénalités de retard	15.2	14.1.1
Délais exprimés en jours ouvrés	15	3.2.2
Obligations de confidentialité	15	14.2
Délai de remise des attestations d'assurance	19.4	9

Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les stipulations dérogatoires au C.C.A.G. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.